

Camarade,

ton pain

est en danger

LE CREUSET

Bulletin Mensuel
de Propagande Syndicale

4^e Année - N° 2

Février 1928

LE CREUSET

Bulletin Mensuel
de Propagande Syndicale

4^e Ann., N° 2 - Février 1928

Les articles
n'engagent que leurs auteurs.

Rédaction et Administration :
Jean DE BOE, "Le Creuset",
23, place Saint-Géry, Bruxelles

Sommaire :

L'Échéance approche (p. 17); *Notre conférence sur la Russie* (p. 19); *Le Refusé* (p. 20); *L'Unité, oui...* (p. 22); *Le Pèlerin de Moscou* (p. 23); *Gagnons-nous assez* (p. 27); *Préparons-nous pour l'échéance du Contrat* (p. 28); *Bibliographie* (p. 30); *Poubelle* (p. 31); *Poubelle liégeoise* (p. 32).

L'Échéance approche!

Si nous voulons vaincre, préparons la lutte!

« Le présente convention est valable jusqu'au 30 juin 1928. Toutefois, les débats en vue de son renouvellement commenceront le 1er février 1928 et seront terminés le 1er mai 1928. En cas de désaccord, la convention pourra, sur demande de l'une des parties, cesser ses effets à cette date, sinon elle restera en vigueur jusqu'à l'échéance précitée. »

(Contrat collectif de travail des Industries du Livre.)

L'échéance du contrat collectif approche rapidement. Pourtant il ne semble pas que nos camarades s'en rendent compte, en effet, le calme le plus complet règne dans les ateliers, nos organes professionnels, avec une sérénité étonnante, s'occupent... d'autre chose, les assemblées sont aussi peu fournies que possible... Que se passe-t-il donc pour qu'un semblable désintéressement règne, alors que les préliminaires de la bataille eussent dû commencer voici un mois déjà? Serions-nous certains de l'obtention de nos revendications?... Ou bien n'en aurions-nous pas à présenter?... Serions-nous résignés à toutes les éventualités?...

Ou bien ce calme n'est-il qu'apparent, la bataille se préparerait-elle dans la coulisse?...

Nous ne pouvons répondre affirmativement à aucune de ces questions. Si l'effervescence ne règne pas encore dans nos ateliers, si nos assemblées ne sont pas encore tumultueuses de la volonté de lutte, si toute notre vie syndicale n'est pas encore emplie de nos clameurs revendicatives, c'est que nous n'avons pas la foi.

Faites attention, camarades, j'ai affirmé autrefois qu'on « s'habitue à la défaite, comme à la victoire! » Il n'est évidemment jamais trop tard pour réa-

Dans le prochain « Creuset » nous ouvrirons le « Concours d'abonnements ». Nombreux prix.

gir et remonter le courant, mais il faut, dans ce cas, le vouloir avec force.

Depuis le dernier mouvement de 1925, qui fut une grosse déception pour Bruxelles, nos conditions de travail n'ont fait qu'empirer. Si nous ne considérons que la question salaire, nous constatons qu'en septembre 1925, au moment de la conclusion du contrat, nous gagnions, à Bruxelles, avec l'index 560, un minimum de 191 fr. par semaine, alors que la péréquation, en rapport avec notre salaire d'avant-guerre, exigeait 204 fr. 96; notre « victoire » (!) nous endossait donc une perte sèche de 13 fr. 96. Au mois de février 1928, après trente mois de « victoire » ininterrompue, nous gagnions, à Bruxelles, avec 850 points d'index, 273,25 fr., la péréquation intégrale exigeant 313 fr., soit une différence de 40 francs ! Il est clair, que si la « victoire » continuait ses effets indéfiniment, elle deviendrait tellement évidente que les ouvriers finiraient par devoir payer des indemnités à leurs patrons, les pertes excédant les salaires.

Donc, et sans tomber dans la démagogie des « embusqués » et autres directeurs, nous devons d'abord briser net le mouvement de régression de nos salaires et imposer notre tarif d'avant-guerre, c'est-à-dire 36 fr. 60 multipliés par le chiffre de l'index.

Pour indiquer l'opération fructueuse — pour les patrons — de cette régression, nous pouvons estimer à plus de 10.000.000 de francs, la somme qu'ils ont récupérée sur nos salaires (convention 1925) depuis 1 an. Inutile d'ajouter qu'inversement, c'est nous qui nous sommes appauvris de la même somme.

Inutile de nous éterniser en lamentations sur les faiblesses qui ont permis aux patrons de nous voler notre pain. Mais nous devons, avec sang-froid, en envisager les conséquences. Les situations respectives des patrons et des ouvriers se présentent comme ceci :

Patrons enrichis pour la lutte d'une

réserve de 10 millions de francs, réserve pour l'obtention de laquelle ils n'ont pas eu à bouger le plus petit doigt, ils sont certes, encouragés par leurs succès;

Ouvriers appauvris de 10 millions de francs et déprimés par des capitulations antérieures.

Voilà, sans phrases, une première constatation.

* * *

Dès le lendemain de la grève, les patrons se sont mis résolument au travail pour parachever leurs positions de défense et d'attaque. Les dissensions intestines de la Fédération patronale ne nous ont jamais trompés sur leur véritable caractère. L'indiscipline patronale, la zizanie furent autant d'armes dont ils usèrent envers les ouvriers. Lorsque dans une région les patrons se sentaient assez forts pour piétiner le contrat collectif signé par eux, ils se désaffilièrent (?) de la Féd. patronale. Légalement, les ouvriers étaient désarmés, et comme le procédé patronal s'inspirait précisément de la faiblesse des ouvriers, ceux-ci durent subir les exigences de leurs maîtres. Exploitant cette situation, les patrons bruxellois tentèrent de faire chanter les travailleurs de Bruxelles en leur disant : « Si vous ne pouvez faire respecter un tarif national par nos concurrents de province, nous ne pouvons continuer à nous laisser inférioriser en tenant nos engagements ». Il en résulta une stabilisation des salaires tandis que l'index grimpait de 50 points et, ensuite, une diminution sensible du taux des tranches de 10 points d'index.

Les patrons lancèrent le mot d'ordre de se débarrasser de tous les ouvriers dont ils n'avaient pas strictement et immédiatement besoin. Inutile de citer des chiffres nos camarades savent que le chômage atteignit à un moment 20 p. c. de nos syndiqués. Au point de vue moral, ce fut une situation pénible; au point de vue financier, ce fut douloureux, car, alors que

les salaires étaient diminués de 17,50 fr. par semaine, il fallut instaurer des contributions atteignant 10 p. c. et plus du gain hebdomadaire. Ce qui devait encore aggraver la crise morale. Et il convient de stigmatiser les inconscients qui firent à ce moment le jeu des patrons en provoquant l'indiscipline fiscale.

Comment s'organisaient les patrons entretemps ?

M. J. Boels, rapporteur de la Commission spéciale de réorganisation de la Fédération patronale, dans son discours à l'occasion du Cinquantenaire de la Chambre syndicale des Maîtres imprimeurs de Bruxelles, le 21 décembre 1925, signalait « qu'en présence de l'état de choses actuel, une nouvelle étape était à franchir par le patronat », c'est-à-dire une « adaptation de l'organisme fédéral aux circonstances nouvelles ». Cette adaptation c'était une discipline plus ferme, une plus grande cohésion, une vigilance plus éveillée. Le moyen ? La création de commissions juridiques et autres, et, pour éviter en cas de conflit toute capitulation fractionnelle ou individuelle, la constitution de la Fédération patronale en « association sans but lucratif » lui octroyant la personnalité civile et lui permettant donc de poursuivre, d'assigner ses adhérents en cas de défaillance. Et, poursuivant leur travail constructif, malgré l'émiettement apparent de leur fédération, les patrons se constituèrent au commencement de 1927 en association sans but lucratif.

* * *

Voilà rapidement esquissé un aspect des positions respectives des patrons et des ouvriers.

Notre situation s'est aggravée; celle de nos adversaires s'est améliorée.

Camarades, il est grand temps de réagir !

Nous devons redresser nos positions !

Si nous ne réagissons, les difficultés d'aujourd'hui conduiront demain à la

faiblesse, ensuite à la lâcheté... pour aboutir à la panique et la déroute... **Nous ne pouvons pas le permettre !**

Tous à la propagande ! Tous à la préparation de la bataille ! Tous autour de notre Association !

Pour le retour à nos salaires de 1914, tous debout comme un seul homme !

QUERCUS

Notre conférence sur la Russie

La conférence organisée le 5 février, par le « Creuset » au « Lion d'Or » fut un réel succès. L'affluence était telle que la tabagie regorgea bientôt d'auditeurs, il fallut prendre la grande salle des fêtes. Lorsque le président ouvrit la réunion, en exposant les buts du « Creuset », plus de 250 personnes témoignaient, par leur présence, l'intérêt qu'elles prenaient à la révolution russe.

Notre camarade De Boe aborda le problème en réfutant un grand nombre d'arguments tendancieux que la presse de toute nuance échafauda contre les délégations ouvrières. Il exposa avec beaucoup de détails la façon dont celles-ci s'organisent et les garanties d'indépendance dont elles jouissent en Russie. Il situa ensuite la révolution dans son cadre propre, brossa à grands traits la situation sociale, économique et politique de la Russie tsariste; souligna l'épuisement économique durant la guerre et aborda les événements de 1917. Munis de telles indications, les auditeurs purent se rendre compte du formidable effort constructif du nouveau régime. Après avoir passé sommairement en revue les principaux aspects de ce « monde nouveau », il cèda la tribune à notre camarade Wernès.

Wernès s'arrêta plus longuement sur plusieurs questions. Notamment celles de l'organisation du travail, des assurances sociales et tout spécialement, celles des nouvelles conditions de la femme et de l'enfant. Avec des indications précises, contrôlées dans différentes villes de la Russie, l'orateur démontra qu'aucune législation au monde ne peut entourer le travailleur, la femme, l'enfant, l'infirme de garantie et de sollicitude comme le fait le régime soviétique.

Evidemment, ces deux exposés ne furent pas faits que de louanges, les orateurs signalèrent avec un grand souci d'impartialité, les aspects négatifs ou abusifs qui subsistent encore en U. R. S. S.

En somme, conférence éclairant parfaitement le problème si controversé de la révolution d'octobre.

LE REFUSÉ ⁽¹⁾

Réponse à l'article du confrère A. Van Haesendonck, paru dans « Fédération Typographique Belge » du 15 novembre 1927, sous le titre : « Diviseurs-Noyauteurs-Politiciens ».

Quand nous disons que l'insulte n'est pas un argument, nous entendons dire qu'il ne suffit pas de crier au voleur — ce que peut faire n'importe qui, même le plus malhonnête homme — il faut encore prouver que l'on est réellement volé et comment. Il ne suffit pas de crier à la ronde : « Nous sommes des anges, nous sommes des purs, nous sommes l'intégrité même; les autres, ne les écoutez pas, ce sont des intrigants, des lâches, des mouchards, des diffamateurs ».

Non, non, confrère Van Haesendonck, ce n'est pas en écrivant trois colonnes bourrées de grossièretés qui ne sont étayées par aucun argument, qu'il faut essayer de faire croire que la bonne foi est de votre côté.

Quand on dit qu'un tel est ceci, qu'un autre est cela, il faut dire pourquoi ils sont ceci ou cela. Or, vous n'avancez aucun fait qui vous autorise à tenir, envers des syndiqués comme vous, des propos qu'à ma connaissance de vieil associé n'a jamais connu notre organe typographique. Quand je dis que vous n'avancez aucun fait, aucune raison, j'entends le démontrer et, à cet effet, nous allons reprendre votre texte et l'examiner en toute impartialité.

A propos « d'entente complète et d'unité parfaite », vous dites que vous en faites une malheureuse expérience à vos dépens « depuis qu'une poignée d'intrigants, de politiciens bolchévisants et anarchisants se sont emparés, par surprise, en trompant la bonne foi des camarades, en exploitant le mécontentement de certains d'entre eux, en profitant de l'indifférence des autres, des postes de confiance de la première de nos sections ».

D'abord, depuis quand n'a-t-on plus le droit

Cet article ayant été refusé à l'insertion par le Comité de Rédaction du journal « La Fédération Typographique Belge », nous nous faisons un devoir de le faire connaître aux camarades syndiqués qui pourront ainsi se rendre compte de la valeur des affirmations mensongères publiées par le confrère Van Haesendonck qui, en sa qualité de délégué-rédacteur, jette « aux ordures » un droit de réponse à sa campagne de diffamation.

d'être politicien, bolchévisant ou anarchisant, tout comme celui d'être catholique, libéral ou socialiste? Notre syndicat neutre n'impose aucune opinion déterminée. Les ouvriers qui entrent chez nous gardent leurs idées politiques ou sociales quelles qu'elles soient. Alors de quel droit leur faites-vous un grief d'appartenir à telle idée ou à tel parti? Parce qu'ils sont plus à gauche que vous? Mais chacun de nous a le droit d'être plus à gauche ou plus à droite, cela ne regarde que l'intéressé.

Quand à dire que les susdits bolchévisants et anarchisants ont trompé la bonne foi des syndiqués et que, par surprise, ils se sont emparés des postes de confiance, vous avouerez que, sciemment, vous dites le contraire de la vérité. Vous savez pertinemment que ces confrères, ainsi que moi-même, nous avons été appelés à ces postes par un poll, dont la majorité des votants nous a donné la confiance.

N'avancez donc pas de calomnie toute gratuite.

Lorsque vous parlez de « notre tactique de noyautage, de division, de déblatérations, d'insultes, de mensonges, de diffamation, de basse mouchardise, de démolisseurs et de fossoyeurs de l'organisation syndicale » que faites-vous? Vous calomniez, mais vous ne prouvez rien, absolument rien! Vous démontrez que vous êtes capable d'injurier, et c'est tout. Si ce sont là vos moyens de contradiction, ils sont plutôt maigres. Ne croyez-vous pas qu'il serait plus intéressant, pour nos lecteurs, d'expliquer pourquoi vous nous appliquez toutes ces épithètes qui n'ont rien à voir avec une critique sagement raisonnée?

Vous vous êtes « ravalés », dites-vous. En quel sens? Est-ce parce que vous vous êtes rendu compte que vous piétez sur place, que votre passivité n'a rien de commun avec notre action de lutte de classe? Cela, c'est votre affaire, il faut vous en prendre à vous-même.

Vous dites que, jadis, « nos discussions étaient parfois chaudes, que l'intérêt personnel s'effaçait devant l'intérêt général ». Mais rien de cela n'est changé, à part vous qui prétendez maintenir vos personnalités en vedettes. Dès que l'on ne partage pas votre

point de vue, dès que l'on formule des critiques, vous sentez vos personnalités en péril. Etes-vous omniscients? Avez-vous donc, seuls, le monopole de la sagesse et du doigté? Vous qui n'êtes ni bolchévisant, ni anarchisant.

N'est-ce pas vous qui prétendez mettre vos personnalités au-dessus de l'intérêt général, quand vous dites : « Ecoutez vos vieux militants qui ont derrière eux un passé qui répond de l'avenir ». Ce qui semble fort bien vouloir dire : quant aux autres, raca! ils n'ont qu'à se soumettre à nos décisions, de quoi se mêlent-ils? Remarquons en passant que vous demandez à être écoutés; faut-il en déduire qu'on ne vous écoute plus ou presque plus?

Où et quand vous a-t-on empêché d'exposer votre point de vue? De traiter « les questions brûlantes à l'ordre du jour »? De discuter les « intérêts de l'organisation »? Mais c'est précisément sur ces questions-là que les bolchévisants et les anarchisants vous reprochent de garder le silence. Quelle est votre attitude en présence de l'offensive patronale? Les syndiqués sont-ils renseignés sur ce qui se prépare en vue de l'échéance du contrat collectif? Savent-ils quelque chose de « leurs vieux militants » qui ne disent rien?

Quand l'opposition — que vous n'admettez pas — vous pose des questions à ce sujet, vous montez sur vos grands chevaux, vous dites que nous usons d'astuce, que nous sommes « des gens qui ont pour mission de détruire et de démolir », et au lieu de vous mettre résolument à l'action, vous commencez par nous accuser de vouloir la scission et, pour que nul n'en ignore, c'est dans notre « Fédération Typographique », appartenant à tous les syndiqués, que vous accouchez d'un amas de vilains noms à notre adresse, montrant ainsi à nos patrons — qui lisent notre journal — combien vous êtes près d'eux, et combien vous êtes loin de nous, loin des intérêts de la classe ouvrière.

Et c'est vous qui osez supposer que nous sommes à la solde des capitalistes? C'est vous qui osez traiter d'illettrés (vous lancez cela comme une insulte), de paysans et de cosaques, ce peuple russe qui a tué la monarchie et chassé le capitalisme de son territoire. Vraiment, ne vous sentez-vous pas un peu confus, confrère Van Haesendonck?

« Ils enlèvent des votes par surprise, par astuce, témoin l'envoi d'un délégué en Russie, vote remporté par une quinzaine de voix, après deux heures de jongleries et de piteries pitoyables ». Ici encore, vous vous moquez de vos lecteurs et vous triturez la vérité : Voyons, est-il vraisemblable de discuter deux heures sur un sujet et d'enlever finalement un vote

par surprise et cela dans un milieu de gens sachant lire et écrire, une « première section » comme vous dites. Ce n'était pourtant pas tous des sauvages qui assistaient à cette séance. Quant à dire que ce vote fut enlevé par une quinzaine de voix, je tiens à préciser, d'autant plus que je suis en cause :

Lorsque, au cours de cette séance, vint le moment de désigner le délégué pour la Russie, des camarades citèrent mon nom et j'acceptai; le président proposa un autre compétiteur et, au vote à mains levées, je l'emportai de plusieurs dizaines de voix. Malgré cela, le président, désirant sans doute un vote plus précis, fit voter par bulletin, et cette fois je fus désigné par quatre-vingt-dix voix contre trente. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi, seulement, pour les besoins de votre cause, vous défigurez la vérité.

Ensuite vous parlez de votre bon-garçonisme et vous vous empresses de nous traiter de sauvages, d'imbéciles et d'apaches! Etes-vous donc atteint de phobie?

Harcelé par nous, êtes-vous donc à ce point endormi que dans un sursaut vous vous récriez que « l'atmosphère devient irrespirable aux honnêtes gens ». Ah! le merveilleux cliché patronal. Dès que leur quiétude est troublée par nos revendications, les patrons, eux aussi, protestent et font appel aux « honnêtes gens », car c'est ainsi que se désignent les tondeurs et les tondu, quant à ceux qui n'entendent pas se laisser plumer, ce sont des voyous, des gens de bas-étage, des bandits qui mettent l'organisation capitaliste en péril. Oui, oui, nous connaissons l'antienne.

Pour finir, un conseil de syndiqué : Avant de faire appel aux syndiqués sincères, conscients de leur devoir et de leurs intérêts, revenez donc à plus de décence, faites votre lessive syndicale chez vous et imitez, en ce sens, les patrons, qui se gardent bien de vous révéler leurs disputes de ménage. Que viennent faire, dans notre journal, tous ces gros mots et ces histoires de musée communiste? Remplissez nos colonnes d'articles de propagande ouvrière; montrez aux ouvriers le taux de leurs salaires avec le coût de la vie, et dites-leur la différence qu'il y a entre un ouvrier et un patron, cela sera certainement plus intéressant. Songez que nous sommes à la veille d'événements graves, songez que l'échéance du contrat collectif doit nous trouver indissolublement unis, comme un seul homme, de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire contre le patronat, sur le terrain de la lutte de classe. Et n'oubliez pas que vouloir concilier les coffres-forts avec les bourses vides, c'est vouloir prendre la lune avec les dents. F. WERNES.

L'UNITÉ ? OUI...

mais sur la base de la défense vitale des intérêts ouvriers

A tous les instants et à tout propos, aussi bien dans nos assemblées syndicales que dans les ateliers, des camarades nous lancent l'épithète de diviseurs, pêcheurs en eau trouble, etc. Il nous font remarquer que, par nos manœuvres, nous menaçons l'unité de notre « grande, belle et vieille » association.

Il nous semble que l'heure est assez critique pour tâcher de voir un peu clair, et surtout d'être sérieux. Nous disons sérieux parce que nous qualifions d'insensés et de malhonnêtes ces appels à l'union par ceux qui, précisément, ont mis l'association en danger par leurs manœuvres de coulisses et autres.

N'était-ce pas menacer l'unité de notre Association que d'encourager, dans l'ombre, ceux qui se refusaient à payer la cotisation différentielle, régulièrement adoptée par un poll, et quand on savait très bien que cette résolution prise par la direction était un remède énergique mais nécessaire, au mal dont était atteint notre encaisse.

N'était-ce pas menacer également l'unité que de tresser un réseau de basses calomnies autour de certains de nos camarades dirigeants, placés régulièrement par une majorité à la tête de notre organisation ?

N'était-ce pas aussi menacer l'unité que de mener campagne partout, dans notre organe fédéral, aux assemblées syndicales, aux lieux de travail même, où l'on encourageait l'indiscipline syndicale et où l'on tentait de tourner en ridicule les saines décisions prises ? Bien souvent, nous constatons cette unité compromise sur le lieu de travail, et certains camarades payaient les pots cassés devant les patrons.

Est-ce que c'est cela que l'on entend par unité ? Drôle de conception.

Est-ce en employant l'injure que l'on combat des hommes dont la tactique déplait. Cela laisse penser qu'on ne sait pas convaincre les associés autrement. Si vous discutiez un peu le travail fourni par nos camarades ? Prouvez que tout leur labeur ne tend pas à défendre les intérêts ouvriers ! (Nous excluons les intérêts particuliers de quelques privilégiés, malheureusement égoïstes.)

Notre tactique de lutte contre le patronat, est-elle juste ?

Nous pensons que oui, parce qu'elle est adaptée à la situation actuelle. Nous ne ferons pas ici la démonstration de la différence qui existe entre notre période et les temps « mémorables et héroïques » passés. Nos camarades savent qu'il y a 20 à 25 ans le patronat n'employait pas ses méthodes de combat actuelles. La rationalisation et le chômage étaient à inventer. Maintenant ils existent. Et le patronat est bien décidé à renforcer son offensive de rationalisation. Il n'y a qu'à consulter la circulaire datée du 30 janvier dernier, que le Comité Central Industriel envoie à ses membres, où il convie ceux-ci à venir entendre un exposé sur la rationalisation industrielle (telle que les patrons l'entendent), sur les réalisations déjà obtenues, sur les méthodes à mettre en œuvre et sur les *écueils éventuels* (c'est-à-dire la façon de parer à la résistance ouvrière).

Devant une telle situation, nous le disons bien haut : nous nous refusons à employer la « bonne vieille lanterne archaïque », pour nous éclairer. Elle ne pourrait nous conduire que dans la confusion !

1928 ! Il est plus que temps que l'ensemble des travailleurs du Livre de Belgique sachent où ils vont. L'échéance est là !

Ce qu'il nous faut ce sont des mots d'ordre clairs et surtout une méthode claire, au vu et au su de tous les ouvriers ; plus de diplomatie dilatoire les mettant devant le fait accompli ! Voyez l'arrêté royal concernant les heures supplémentaires.

1928 ! Que dans les plis de notre étendard, on puisse lire :

A bas les heures supplémentaires !

Lutte contre le chômage !

Journée de 7 heures !

Salaires en rapport avec le coût de la vie !

Amélioration des conditions d'apprentissage !

C'est sur cette base-là que nous voulons l'unité.

Nous attendons vos précisions, camarades « à la lanterne archaïque ».

Sam. H.

Dans le prochain « Creuset » nous ouvrirons le « Concours d'abonnements ». Nombreux prix.

Le Pèlerin de Moscou

Cinquante jours à travers la Russie nouvelle

« L'U. R. S. S., il faut sans cesse le redire, pays hétéroclite et sur lequel » le voyageur partial, qui ne veut voir qu'un côté des choses, peut » mentir audacieusement tout en ne rapportant que des vérités. »

Luc Durtain

(« L'Autre Europe : Moscou et sa foi »)

PRELIMINAIRES

Après tant d'autres « pèlerins », je voudrais apporter mon modeste témoignage en faveur du nouveau monde qui s'édifie aux confins de notre vieille Europe. Je le voudrais parce que tout en moi s'insurge contre le procès infâme que poursuivent les puissances d'argent et de ténèbres contre une humanité nouvelle qui se dégage péniblement des entraves du passé. Je le voudrais pour me sauver de la complicité silencieuse de tous ceux qui se taisent devant le miracle de la résurrection d'un peuple ou qui se courbent sur l'écuelle que leur dispense le mensonge.

Sans doute, il ne manque guère d'écrivains, de journalistes, d'hommes de bonne volonté qui méprisent les compromis d'argent ; mais combien en est-il qui osent affronter une opinion universelle nourrie de dix années d'incessante démagogie ; s'opposer à elle, c'est avouer une honteuse hérésie, ou une faiblesse d'esprit ridicule, ou l'orgueil outrageant d'avoir seul raison contre tous ? Combien en est-il qui osent affronter l'ami, le parent, le voisin ?...

Pleins d'inquiète sollicitude, des amis m'ont dit : « C'est une folie d'aller affronter la Guépéou, quand on est trop curieux ; c'est bon pour des communistes, des « sympathisants » ou des touristes... mais pour toi, un anarchiste !... Souviens-toi de l'aventure de Lefebvre ! » Et c'était bien là l'indice des ravages causés par une campagne de presse obsédante, sur des esprits parmi les mieux équilibrés.

Il n'y a vraiment aucun courage à aller en Russie Soviétique, à faire ouvrir les

portes, à faire parler les hommes, à inventorier les magasins, à fouiller les misères, à dénoncer les abus. Mais il faut beaucoup de courage pour conserver son sang-froid, pour résister à la passion, pour voir avec largesse. Et il en faut bien plus encore, lorsqu'on est revenu parmi les « civilisés », pour exprimer sa pensée sans artifices, pour témoigner selon ses « yeux » et sa « sincérité ».

Lorsque je fus pressenti pour faire partie d'une délégation du Secours Ouvrier International, à l'occasion des fêtes du Xe Anniversaire de la Révolution d'Octobre, je conditionnai mon acceptation à certaines garanties d'indépendance. Il ne pouvait être question d'une parade officielle. Je reçus des assurances formelles. Un questionnaire serait répandu dans les régions industrielles de Belgique, les travailleurs y indiqueraient les questions auxquelles ils désireraient recevoir une réponse de la part de la délégation lors de son retour. J'aurais, en outre, la liberté d'enquêter sur des objets m'intéressant personnellement. C'étaient là des garanties suffisantes.

J'étais plein de méfiance, non envers la Révolution, que j'avais toujours défendue, mais envers le gouvernement bolchevik. Je savais que dans les geôles de Boutirki, de Verkne-Oural'sk, de Souz'dal, dans les camps de Solvoski, dans la douloureuse Sibérie, des centaines de mes camarades anarchistes expiaient le crime d'avoir œuvré pour une société fraternelle sans contrainte, ni autorité. J'avais hâte de voir de mes yeux, de toucher le mal de mes mains et de me rendre compte si les compensations pouvaient expliquer et excuser les abus. Je me renseignai un peu

Dans le prochain « Creuset » nous ouvrirons le « Concours d'abonnements ». Nombreux prix.

partout pour obtenir des éléments d'enquête. Les réponses ne furent pas toujours de nature à me rassurer. Voici ce que m'écrivit le camarade B. :

« V... m'a également chargé de te dire » que, très certainement, on essaiera d'absorber chaque minute de ton séjour par des assemblées, des dîners et autres cérémonies. On s'efforcera de t'en mettre plein le crâne pour que tu n'aies plus le temps de penser à autre chose. » On te fera peut-être connaître des jeunes filles, de plus en plus jolies, etc. » La ligne de conduite qu'il te conseille c'est, une fois arrivé là-bas, de montrer par exemple le rapport que je t'envoie et de réclamer que l'on te conduise dans une des prisons mentionnées pour y être mis en présence des camarades arrêtés. Certainement on cherchera à gagner du temps, en invoquant la déféctuosité des transports, le mauvais état des routes, etc. L'affaire sera ainsi traînée en longueur et remise de jour en jour. Il faut alors insister jusqu'au bout. Si tu adoptes ce système, V... dit qu'il est à peu près certain qu'on te remettra à la frontière, mais c'est le seul moyen de les « embêter » car, de toute façon, il doute fort que tu puisses arriver à tes fins. Pour résister à toutes les « tentations » et te débarrasser de toutes les « corvées officielles », il faut beaucoup de ténacité et d'énergie. » Voilà, en quelques mots, la conversation que j'ai eue avec V... »

Cette lettre était accompagnée d'un rapport sur le régime que subissaient des camarades révolutionnaires dans certaines prisons, et sur des cas de condamnations administratives prononcées par la Guépéou.

Le Comité International de Défense Anarchiste, au lieu de me fournir des renseignements, m'en demandait, d'ailleurs, dans des termes qui témoignent de son souci d'impartialité :

« Nous te serions très obligés de nous envoyer un long rapport pour notre Comité et, autant que possible, tous documents pouvant nous servir pour la défense des emprisonnés. »

« Tu sais le prix que nous attachons à une sérieuse documentation. Tu sais également combien cela peut servir

» ceux qui attendent leur libération; aussi » nous sommes certains que tu seras heureux de nous rendre ce service important. »

En général, les anarchistes insistent surtout pour avoir des renseignements précis sur les emprisonnés politiques, sur la liberté de parole et de presse, et sur tous les aspects répressifs et négatifs du régime soviétique. Très peu s'inquiétaient d'être éclairés sur les nouvelles bases économiques et sociales, sur le développement culturel et artistique de la population.

C'était là une erreur que je partageais en partie, mais c'était une erreur. En effet, tant douloureuse que soit la question de la répression politique et philosophique en Russie, on ne peut se laisser détourner par elle de la véritable signification de la révolution. Pas un révolutionnaire n'oserait prétendre transformer un monde — notre monde — par la seule arme de l'insurrection. On modifie le régime social, politique, économique. Cette modification on l'impose, — en attendant que l'évolution des esprits la fasse accepter — et on la défend. Et c'est, immédiatement, toutes les possibilités d'arbitraire et de contrainte qui s'ouvrent devant l'imperfection des hommes qui gouvernent. Cela est inéluctable, fatal, pour toute révolution accomplie par la force brutale. En conséquence, si nous ne considérons la révolution russe qu'au travers des persécution encourues par nos compagnons à l'occasion de leur propagande, nous commettons une erreur. Cette persécution ne doit pas nous étonner, nous devons la prévoir et nous devons la prévoir pour tous les lendemains d'insurrection. Ce qui s'instaure par la force, se maintient par la force... tout au moins momentanément.

Par leurs réponses aux questionnaires, les travailleurs — généralement de la grosse industrie et des mines — firent preuve d'un meilleur sens des réalités. Ce qui les inquiétait c'était de savoir si réellement les usines, les mines, les instruments de travail étaient socialisés; si la propriété mobilière et immobilière était abolie; si le régime se préoccupait de garantir la vie du travailleur, d'augmenter son taux de jouissance, d'assurer la vieillesse et l'enfance; si toutes les prérogatives de castes et de classes étaient abolies; si l'instruction était uniformément acces-

sible à tous les citoyens; si des mesures, plus intelligentes que brutales, combattaient les causes des déchéances sociales comme la prostitution, la mendicité, la criminalité, le vagabondage, le parasitisme. Les travailleurs s'inquiétaient du côté constructif de la révolution, comprenant peut-être obscurément qu'on ne peut faire de la bonne chirurgie sans sacrifier un peu de chair saine autour des sphacèles. La multiplicité de leurs questions — il en fut sélectionné 85! — et leurs objets, est un excellent indice de l'équilibre intellectuel de la classe ouvrière.

Lorsque j'eus déchiffré ces écritures grossières, à l'orthographe onomatopéique, je compris aussi que la révolution se mesurait autrement qu'au taux de liberté dont pouvaient jouir quelques centaines d'anarchistes, indisciplinés comme moi-même. La révolution, phénomène social et collectif, devait se juger du point de vue social et collectif.

Et je classai soigneusement l'interminable série des questions.

La première étape du voyage fut Berlin. Visas des passeports. Formation de la délégation internationale. Conférences préalables. Bref, quatre jours d'attente. Je les mis à profit.

A Berlin, il y a un nombre considérable de réfugiés russes. Menchevistes, socialistes révolutionnaires, ces gens devaient être en mesure de me signaler tous les défauts du régime soviétique, de me mettre en garde contre les tromperies, de m'indiquer les problèmes essentiels de la Russie révolutionnaire.

J'avais quelques adresses, avec cela la volonté d'aboutir.

J'eus ainsi une longue entrevue avec le citoyen St..., ancien ministre de l'Instruction publique sous Kérinsky. Son opinion sur le régime était saturée de rancoeur. Selon lui, les travailleurs russes étaient plus misérables que jamais; la dictature du peuple — en réalité dictature de la poignée de profiteurs au pouvoir — tuait toute pensée, asservissait toute culture, un homme soucieux de sa dignité humaine ne pouvait y séjourner. L'oppression politique était pire que sous le régime tsariste. Toutes les organisations ouvrières étaient sous le contrôle et la tutelle des chefs communistes. Tous ceux qui ne voulaient pas se soumettre aux abus et humiliations étaient pourchassés,

emprisonnés, exilés. Et, fouillant dans ses dossiers, il me citait des noms, des dates, des biographies héroïques et lamentables de révolutionnaires crucifiés sous le règne de Nicolas II, crucifiés à nouveau sous le signe de la « faucille et du marteau ».

J'étais vivement impressionné par cette conversation. Je pris des notes. Et puis, que faire?

St... me regardait avec une commisération un peu gênante. Il n'y avait rien à faire. Attendre. Le bolchevisme, selon lui, était une maladie dont la Russie se guérirait.

Mais, en attendant que faire pour tous ces malheureux que la phthisie dévore dans les prisons?

Pour eux, il fallait tenter quelque chose. Réclamer une amnistie. Mais il avait peu d'espoir. Les exilés, les emprisonnés eux-mêmes n'en avaient plus. Il me lut une lettre d'un groupe de prisonniers, qui attiraient l'attention sur le fait qu'il était dangereux pour les détenus politiques, qu'on s'occupât directement d'eux. Chaque fois, prétendaient-ils, que des visiteurs demandaient à les voir, à leur causer, ils étaient déplacés, refoulés plus loin, et leurs conditions s'empiraient sans cesse. Ils demandaient qu'on les abandonnât à leur sort.

Le camarade S..., anarcho-sindicaliste, me confirma l'exposé de cette lettre. En 1922, il avait fait partie d'une délégation en Russie. Il avait demandé, certain jour, à voir la prison de Boutirki, où il savait que Lazarevitch était incarcéré. Les autorités firent d'abord des difficultés, toutefois, la visite fut promise pour le lendemain. Or, le lendemain, il ne trouva pas Lazarevitch, ni aucun anarchiste dans la prison de Boutirki. Ce ne fut que deux ans plus tard qu'il apprit, par Lazarevitch lui-même, que la nuit précédant la visite, les condamnés politiques avaient été réveillés, obligés de s'habiller et transportés dans une autre prison.

J'étais de plus en plus perplexe.

J'obtins une entrevue avec le citoyen K..., ancien secrétaire de la Fédération Polygraphique Russe. En 1920, lors de la première délégation anglaise, il avait, au cours d'une assemblée des typos de Moscou, à laquelle assistaient des délégués anglais, dont Purcell, dénoncé les abus des communistes, et les atteintes à la liberté syndicale. Pour cela, il fut obligé

de fuir; car le jour-même où la délégation anglaise quittait Moscou, il était averti par un de ses amis que son arrestation était imminente. Six de ses compagnons, dont il me fournit les noms, furent arrêtés et jetés en prison.

Voilà, entre autres, les renseignements que j'obtins à Berlin. Ils étaient de nature à me faire retomber dans la méfiance à l'égard du régime soviétique.

J'avais connu, vers 1905-06, beaucoup de révolutionnaires russes à Bruxelles. Nombre d'entre eux avaient connu les prisons, les travaux forcés, l'exil en Sibérie. Tous avaient donné le meilleur de leur jeunesse pour arracher la Russie au despotisme et à l'ignorance et voici que cette « révolution », qui fut l'espoir de leur vie, leur faisait subir les mêmes souffrances, leur faisait reprendre le même calvaire vers les mêmes désolations.

Nous étions maintenant une vingtaine de délégués représentant une dizaine de nationalités, et les différences culturelles et sociales étaient aussi grandes que les différences politiques et philosophiques. Pourtant les camaraderies se nouèrent très vite : une grande pensée émancipatrice nous apparentant tous et nos regards convergeant vers le même point d'horizon.

Le départ se fit un lundi soir à la Schlesswigger Bahnhof. Devant la gare, nous attendaient les pupilles du Arbeiter's Hilfe, quelques camarades, deux ou trois maigres drapeaux rouges. Dans l'humidité froide, des discours sans écho, parmi le va-et-vient des voyageurs. Des cris : « Rapportez-nous la vérité ! ». Et puis la hâte vers les wagons. Et Berlin s'en fut, toujours plus loin, au bout des rubans d'acier luisant dans la nuit, dans la brume et l'ombre...

Le hasard et la justice de Monsieur Poincaré nous firent rencontrer Vaillant-Couturier dans le train. Avant à se présenter à la prison de la Santé, pour y subir une condamnation de deux années d'emprisonnement, il avait préféré aller fêter à Moscou le Xe anniversaire de la Révolution. Jovial et frondeur il nous fit passer quelques moments agréables.

Les heures furent longues à tuer sur les banquettes de troisième classe. Nuit interminable, sans sommeil, dans une lutte incessante contre les partisans *pour* et les

partisans *contre* qui m'obsédaient de mille suggestions.

Au matin, avant l'aube, nous atteignîmes la frontière polonaise. Grand mouvement d'uniformes, de sabres dans le wagon. Nous étions dans un des pays les plus militarisés d'Europe. Notre qualité de voyageur vers la Russie, nous valut une surveillance toute spéciale. Et quand le train s'ébranla et s'enfonça dans la grisaille du jour naissant, une campagne désespérément noire et pauvre et plate fuyait le long de la voie. Sur les routes de terre charbonneuse, de longs charriots chargés de choux blancs se traînaient comme des chenilles. Les villages étaient minables. Cela sentait déjà la Russie. Les maisons basses de pisé étaient chaulées. Des marais et des plaines, une nature peule, pouilleuse...

Aux approches de Lods, le sol devint accidenté. Des cheminées d'usine se dressaient sur l'horizon. Il y avait dans les gares polonaises un grand mouvement de voyageurs.

Varsovie. Deux heures d'arrêt. Je m'étais préparé. Le train n'avait pas sitôt stoppé que je me sauvai avec deux autres camarades, et nous traînâmes sur la Warschawskaia. Il me semblait être dans une ville de garnison. A notre retour, nous apprîmes que deux délégués, se promenant sur le quai, avaient été traînés devant un officier de police, photographiés, anthrométrés — et heureusement relâchés. Sans la moindre raison. Si ce n'était celle que, voyageurs vers la Russie, ce devaient être d'infâmes révolutionnaires... Ils furent charmants ces Polonais. A Stolpce, gare frontière, ils devaient nous donner un nouveau témoignage de la supériorité des démocraties capitalistes sur la dictature soviétique... Lorsque le train entra en gare, notre wagon fut gardé de chaque côté par des sentinelles bayonnette au canon. Et, après les formalités de passe-port, trois soldats vinrent se mettre en faction aux portes de notre compartiment.

Cette manière aimable et civile de prendre congé du vieux monde, devait nous faire sentir d'autant mieux la différence profonde, fondamentale, existant entre un régime bourgeois et un régime prolétarien... pour un prolétaire, évidemment.

(A suivre.)

Jean DE BOE

Gagnons-nous assez ?

Tout récemment, paraissait dans un organe de la... démocratie, un article, occupant une bonne place, qui me fit bondir d'indignation, non seulement à cause de la tendance nouvelle qu'il me révéla, non seulement parce qu'il semblait vouloir renier définitivement toute action syndicale effective, mais également parce qu'il concluait avec un « naturel », une désinvolture écœurante, à une « enquête dans le ménage ouvrier afin de s'enquérir des besoins « normaux » de son existence ! »

Vraiment, le collaborateur autorisé de ce quotidien, avec la complaisance de son rédacteur en chef, va-t-il pousser l'audace jusqu'à proposer une « inspection » dans le but de mesurer « scientifiquement » (le mot n'est pas trop fort) notre pain quotidien, nos besoins journaliers, et ce en vue du... redressement des salaires ?

C'est bien la seule conclusion qu'on peut retenir de cet article.

Evidemment, pour d'aucuns cette enquête sera considérée *ipso facto* comme légitime et souhaitable : légitime parce qu'ils invoqueront le droit des employeurs de connaître la destination de leur argent, c'est-à-dire ce à quoi sont consacrés les salaires; souhaitable parce que les données recueillies au cours de cette « inspection » permettront de constater avec certitude ou bien l'insuffisance des salaires actuels, ou bien le peu de fondement des exigences de nos organisations syndicales « aux appétits toujours grandissants ».

Ce qui prouve une fois de plus, que les employeurs, quels qu'ils soient, dès qu'ils sont acculés à la nécessité inéluctable de consentir une augmentation de salaires ou une allocation quelconque destinée à l'amélioration de la vie sociale de l'ouvrier, sont en droit de demander des comptes détaillés et d'objecter : « Que font les ouvriers avec leur salaire ? »

Etant bien entendu, qu'il leur sera octroyé parcimonieusement l'indispensable pour voter.

Quelle humiliation ! Les dirigeants d'une organisation syndicale qui ont eu l'occasion de parcourir cet article ont dû être, tout comme moi, fortement impressionnés. Ainsi, par exem-

ple, pour le Livre, où nous sommes à la veille d'un renouvellement de contrat collectif, la lecture d'une telle opinion socialiste peut aboutir à deux effets diamétralement opposés, selon que les militants d'abord, les ouvriers ensuite sont animés de la volonté de lutter : il peut en résulter l'ébranlement de la confiance, cette lecture ne peut qu'alimenter le sentiment d'indifférence égoïste qui anime déjà une trop grande catégorie de salariés; comme cette façon de prendre la défense des ouvriers peut provoquer l'indignation, le mépris et créer un stimulant à la lutte, mieux en rapport avec la situation matérielle de la majorité des travailleurs.

C'est la dernière hypothèse qui, seule, doit maître de la démonstration lamentable d'une telle inertie, parce qu'un homme conscient de son droit au travail, à une vie large et aisée comme résultat de son labeur quotidien dépouillé de ce « chacun pour soi » ou de ce « struggle for life », qui ne peuvent être que l'apanage de ceux qui sont de l'autre côté de la barricade, cet homme donc, parfaitement conscient de son rôle prépondérant dans la société, doit se rendre compte que préconiser une telle enquête, sous le régime social que nous subissons, surtout quand elle est suggérée par un de nos propres « animateurs » signifie une décrépitude morale et une atteinte grave à sa dignité.

une atteinte grave à sa dignité et qu'elle marque une tendance peu en rapport avec la situation matérielle et sociale à laquelle tout travailleur a droit, que l'auteur de cet article doit être classé dans la catégorie des animateurs qui ne sont plus « the right man in the right place ».

En effet, la seule conclusion que l'on peut tirer de l'opinion exprimée dans l'article, c'est qu'elle est basée sur l'ignorance absolue de la véritable situation des travailleurs, à moins que ce ne soit tout simplement la conséquence d'un changement profond dans la situation sociale et matérielle de ce collaborateur autorisé qui, le plus naturellement du monde, préconise une enquête sur les *revenus divers de l'ouvrier et de sa consommation*.

Vraiment, comme conception prolétarienne, c'est aller un peu loin !

Ce « précieux » collaborateur ignore-t-

il donc qu'il existe tout près de lui une grande coopérative ouvrière qui, si l'on veut bien s'en donner la peine, constitue un des moyens les plus sûrs pour se forger une opinion exacte sur la vie de l'ouvrier, sa consommation et ses dépenses, puisque cette coopérative, par son commerce journalier, révèle le mieux les possibilités matérielles des classes laborieuses.

Des renseignements recueillis ces derniers temps, il résulte que la mévente est très marquée, par conséquent, à notre sens, cette constatation doit être suffisamment suggestive et ne peut que prouver l'absurdité d'une telle enquête. A moins que cette mévente soit attribuée à d'autres causes, et notamment à une « désertion » des coopérateurs, mais cette supposition peut être contestée puisque, d'autre part, il est prouvé que le nombre de pains « ordinaires » vendus a augmenté considérablement. Dès lors, on peut affirmer que si tous les produits alimentaires subissent un recul dans la vente, c'est que le pouvoir d'achat du ménage ouvrier a diminué en conséquence.

Par exemple, la simple constatation du fait que le beurre est remplacé par la margarine, dont la vente augmente proportionnellement à la baisse de la vente du beurre naturel, que le « pain de luxe » et

d'autres produits alimentaires, ainsi que l'abandon des charbons « classés » pour en revenir à des charbons de qualité inférieure, pour ne citer que ces exemples-là, prouve surabondamment que le ménage ouvrier, tel que nous le concevons, tel qu'il doit être, n'est plus en mesure, non seulement de se payer le luxe d'un « extra », mais que la masse des travailleurs est obligée de se restreindre et de subir ce régime odieux de pénitence, dont on parle vraiment avec un naturel et un cynisme révoltants, comme une nécessité inéluctable des luttes économiques engagées, un peu partout, pendant que l'on se berce d'illusions sur les résultats bienfaisants de la Conférence Economique de Genève!

Tout ceci nous amène à nouveau à cette conclusion, tant de fois énoncée, que les travailleurs devront, sous l'impulsion même des nécessités de la vie sociale, se dresser résolument, au sein de leur organisation syndicale respective, en véritable défenseur de leurs intérêts; ne pas abandonner ce soin à quelques hommes et s'efforcer par tous les moyens de s'unir effectivement pour le combat sur le terrain international afin de conquérir par le syndicat un système social mieux en rapport avec son droit de travailleur et de créateur principal de la vie.

ZOULOU II

Préparons-nous pour l'échéance du contrat!

Luttons contre le confusionnisme!

Il est des moments, dans le mouvement ouvrier où, plus qu'à d'autres, la clarté est un élément essentiel pour entraîner les ouvriers à la bataille et à la victoire de leurs revendications. Ce sont les moments où la classe ouvrière est le plus menacée par les attaques patronales, où toutes ses positions acquises, toutes ses conditions de travail, sont directement menacées par les forces déployées par le patronat.

Est-ce que nous ne vivons pas un de ces moments dans l'industrie du Livre? Est-ce que, à quelques mois de l'échéance du contrat collectif qui n'est plus guère respecté partout, nous ne sentons pas tous que nos patrons ont une arrogance qu'on ne leur connaissait plus depuis

quelques années, qu'ils veulent resserrer la vis? Est-ce que nous ne sentons pas tous que les patrons s'efforcent de dépasser les stipulations du contrat pour plaider dans les mois qui vont venir le fait accompli?

Tous nous sommes convaincus que le moment est grave et qu'il y a de la poudre en l'air!

Et où donc est cette clarté nécessaire? Où sont ces mots d'ordre précis servant de point de ralliement de toutes nos forces, appelés à retentir dans toutes les imprimeries et aussi dans tous les foyers des travailleurs du Livre?

C'est en vain que nous cherchons dans nos organes syndicaux, c'est le calme

plat! Et... cependant... nos dirigeants vont en guerre... mais c'est contre nous, contre tous ceux qui veulent la clarté, qui veulent arracher les travailleurs du Livre à leur léthargie, qui veulent les appeler à la bataille pour de meilleures conditions de travail!

Nous sommes des apaches... ou tout au moins, nous en avons les moeurs; nous sommes des noyauteurs, parce que nous appelons tous les travailleurs à lutter avec nous, nous sommes des communistes et des anarchistes... des « fatches lull », quoi...

Mais ce vide n'est qu'apparent! Pourquoi cette absence d'attaques contre le patronat? Pourquoi ce manque de préparation pour la défense de nos conditions de travail? Et pourquoi, au même moment, ces attaques contre les « extrémistes »? N'y a-t-il pas là quelque chose de bizarre?

NOS SALAIRES SONT PLUS ELEVES QUE CEUX D'AVANT-GUERRE!

Il serait dangereux de croire que les faits que nous avons signalés ci-dessus ne sont que des faits isolés, détachés au hasard de toute la tactique de ceux qui nous dirigent en haut lieu; il faut au contraire les placer dans le cadre de toute la tactique qui est suivie en ce moment et nous verrons que c'est un chaînon indétachable et parfaitement adapté à toute la chaîne des actes de nos dirigeants.

Voyons quelques-uns de ces chaînons!

D'après Mertens, secrétaire de la Commission Syndicale de Belgique et membre du Comité Central de la Centrale du Livre, « il est incontestable que les ouvriers belges gagnent actuellement de plus hauts salaires qu'avant guerre ». (« Mouvement Syndical Belge », du 17 décembre 1927, page 384). La preuve? La situation dans l'industrie du Livre!

Et Mertens donne le tableau suivant :

	1914	1927
Livre	Par semaine	
Relieurs	26.75	264.75
Lithographes	30.20	271.75 à 282.75
Typographes	32.60	267.75

Il a cependant, au dernier congrès du Livre, rectifié pour les typos, il nous a fait savoir que le fond de son argumentation était juste, mais que seul le chiffre de 1914 était le chiffre moyen du pays

et celui de 1927 celui des salaires à Bruxelles.

Or, quelle est la réalité? Prenons la situation du typo bruxellois :

Le typographe bruxellois gagnait avant-guerre 36 fr. 60, il gagne actuellement 273.25; ceci constitue, à l'index officiel bruxellois, une perte régulière de salaire de 41 fr. 26; et si l'on voulait tenir compte du renchérissement réel du coût de la vie par rapport à l'avant-guerre, on arriverait à la constatation que le salaire réel du typographe bruxellois a diminué d'environ 100 francs par semaine.

Pourquoi fausse-t-on ainsi la vérité? Pourquoi dit-on que les ouvriers gagnent de plus hauts salaires qu'avant-guerre?

DEUXIEME CHAINON : LE CONGRES DU LIVRE!

Le 25 décembre 1927, s'est tenu un congrès national des travailleurs du Livre de Belgique, en vue de l'échéance du contrat collectif du travail.

Mertens avait été chargé par les Comités Centraux de défendre leur point de vue. Pensez donc, avec les conceptions de Mertens — rappelons que son « étude » est antérieure à ce congrès — l'on ne pouvait guère s'attendre à des propositions pouvant mettre, ne fût-ce qu'un instant, la « paix sociale » en danger.

Ce fut un exposé dans les termes de son « étude ». Mertens ne désirait aucune revendication précise dans la résolution parce qu'il ne voulait pas « dévoiler les batteries », et surtout « pour éviter que certains camarades n'exploitent la résolution, au cas où les revendications qu'elle contiendrait ne seraient pas réalisées. »

Bizarre attitude! Les ouvriers peuvent être appelés à défendre leurs revendications... mais ils ne peuvent pas en avoir.

TROISIEME CHAINON : COMPTE RENDU DU CONGRES!

Sous la pression des sections, les C. C. sont forcés de céder et d'insérer des revendications d'ordre général dans la résolution qu'ils présentaient. Que dit la résolution votée :

« Considérant que l'ensemble des sections est favorable au renouvellement du contrat collectif, tout en exprimant la nécessité d'une amélioration générale justifiée, notamment en ce qui concerne la durée du travail, le chômage, les salaires, l'apprentissage, les jours de congé, etc. »

Mais un singulier commentaire accompagne, dans notre presse du Livre, cette résolution, commentaire qui enleva toute l'importance de cette partie de la résolution. Voyez donc :

« Les organisations du Livre sont-elles d'avis de proposer le renouvellement du contrat collectif de travail et de salaires ? Si oui, faut-il proposer aux patrons d'apporter des modifications au contrat en cours, dans le sens d'une amélioration des conditions de travail et de salaires actuellement en vigueur ?

» La réponse des délégués est affirmative. Cependant, il ressort des débats que les organisations du Livre ne renouvelleront le contrat en vigueur que moyennant certaines conditions.

» Ainsi, il faudra que les employeurs n'essayent point d'aggraver la situation existante et ne tentent de lier les organisations ouvrières pendant un laps de temps trop long. » (C'est nous qui soulignons.)

Entre la résolution et le commentaire officiel, il y a évidemment un singulier contraste, et personne ne s'y méprendra (en premier lieu les patrons).

Voilà, tout à coup, les conditions préalables au renouvellement du contrat bien réduits ! D'après ces commentaires officiels, la résolution ne serait donc que pour la galerie, surtout la partie qui contient les directives générales, et la réalité serait : « pas d'aggravation à la situation actuelle », le « statu quo » quoi !

CE SONT DES CHAINONS DE LA MEME CHAINE !

Il ne faut pas se demander si le patronat se frotte les mains; d'une part, l'on veut faire croire aux ouvriers qu'ils gagnent de plus hauts salaires qu'avant-guerre, on essaye de les « calmer » le plus possible, de ne pas les préparer à la lutte et, d'autre part, l'on combat violemment et de la façon la plus fielleuse ceux qui veulent appeler les ouvriers à la défense de leurs intérêts. C'est une tactique bien conçue qui, si elle devait réussir aggraverait encore la misère des ouvriers.

Mais nous la combattons résolument, sans la moindre défaillance et jusqu'au bout !

Nous voulons la clarté sur tous les faits ! Nous combattons impitoyablement la confusion qu'on sème en ce mo-

ment et qui ne peut que profiter aux patrons !

Nous voulons des mots d'ordre clairs, capables de rallier autour d'eux toutes les forces des travailleurs du Livre de ce pays ! Nous combattons avec la dernière énergie ceux qui sous des prétextes quelconques s'y opposeront !

Nous voulons que les ouvriers du Livre soient préparés pour la défense de leurs revendications.

Que tous les ouvriers du Livre se serrent autour de notre drapeau ! Unité pour notre défense commune ! Unité pour la conquête de nouvelles positions ! Unité contre le patronat et contre tous ceux qui se trouveront sur notre route !

Tous aux assemblées syndicales ! Tous doivent participer au travail de préparation de notre armée ! G. V. d. B.

BIBLIOGRAPHIE

Brouillard est soucieux. On se souvient qu'ayant assisté à la séance inaugurale d'un groupement prétendant faire refluer les bonnes mœurs et la tolérance parmi le monde typographique, il avait été copieusement rossé pour y avoir exprimé un avis contraire à celui des « tolérants ». Or, voici qu'il vient de recevoir — gratuitement encore — le bulletin des « tolérants » intitulé l'« Effort Syndical ». Si Eusèbe Brouillard est soucieux, c'est qu'il sait de quel effort syndical sont capables les zèbres qui prétendent l'accomplir. Ce sont les mêmes que les « tolérants » intolérants. Il est vrai que ce bulletin s'occupera aussi de philosophie. Et comme exemple, le premier numéro, sous la signature de Basile, publie un article intitulé « Anarchistes », établissant avec une pureté d'intention digne des honnêtes gens de l'Effort, qu'on ne peut confondre un militant avec un profiteuse qui s'arrondit le ventre et la bourse à l'abri — et aux dépens, s'il le faut — de son investiture syndicale. Chacun est évidemment d'accord avec cela, Brouillard pourrait citer des exemples typiques. Un deuxième article de P. J., qui possède sa philosophie au bout de... son composteur, fait témoigner Platon contre Lénine. Il est question là-dedans de Trotsky, du virus bolcheviste et du spectre de la révolution. En conclusion, les vessies ne sont pas des lanternes. Deuxième vérité immortelle. Voici un article pour les « Aveuglés », et c'est bien fait pour eux, ça leur apprendra de se laisser mener par une

clique de démagogues au lieu de vouloir « toute la lumière et toute la vérité » que veut leur dispenser avec l'aide de certain sarrazin qui y collabore le flambeau de l'« Effort ». C'est très bien ça. Abandonnant la philosophie, on nous sert un article technique de Fr. Dewit, directeur de l'Ecole professionnelle de typographie, intitulé : « Comment j'ai sarraziné pendant la grève de 1925 », cet article dont la portée syndicale ne saurait échapper à personne est l'indice certain des mobiles du nouvel organe. Ah ! voici de l'humour et de l'esprit à profusion, Brouillard, si maussade, en riait comme une petite folle. Hein ! vous voyez ce « petit maire » quelle façon magistrale il a d'arroser le « général des bolchevistes » de son pipi fielleux ! Et de rire ! Voici des chroniques de province, destinées au « Bulletin Typographique » et glissées par mégarde dans l'« Effort ». C'est une confusion qui arrivera encore — il faudrait mieux scinder ces deux organes. La belle barbe de notre

confrère français Lemoine a été mise à contribution pour aider à la lutte contre les... communistes — pas les patrons, tranquillisez-vous. Et, enfin, un articulet de Zot-Louitché. Ici, c'est la rigolade : la famille « Tatches-Lull et Cie » en prend pour son grade, tout cela sur l'air de « Viva Boma » qui — on le sait — est le chant préféré de notre comique syndical.

Et je ne vois pas pourquoi Brouillard est soucieux. Avec une collaboration et un programme pareils, nos typos sont certains d'être précipités vers la victoire et la preuve : c'est que toutes les grosses firmes de la place et quelques directeurs d'imprimerie parmi lesquels l'ardent syndicaliste Fr. Dewit — de la maison Lesigne — se sont cotisés pour assurer l'existence à ce nouveau confrère. Sous de pareils auspices, l'« Effort Syndical » (qu'ils disent) est appelé aux plus hautes destinées.

Proficiat ! comme dit notre « Père Hoquet ».



MANIFESTATION DE MASSE ET Cie

Vraiment, la Commune de M. Buyl (parle couramment le français, le flamand) est le théâtre préféré de manifestations fascisticules. Depuis la « glorieuse » parade du sac de l'exposition soviétique, nous avons pu assister à une de ces nouvelles manifestations, mais beaucoup plus grandiose.

Voici l'histoire en quelques mots. Dans une boîte à publications médicales, le personnel est très hétérogène, il y a de bons garçons, des zivereers, des Zoulous et même un fascisticule.

Il se fait que l'autre jour, notre « général » a dû intervenir dans une petite histoire... de famille entre des Zoulous et Vert-de-gris. Mais passons. L'affaire s'est arrangée... lorsque... (ici le drame) ...notre grand admirateur de Léon Daudet (un compatriote) projeta une manifestation de protestation parce qu'on ne fichait pas ces sâles Zoulous à la rue.

Ne voilà-t-il pas que pour comble un de ces derniers lance : « Dis donc, Bébert, quelle

cale ! » C'en était de trop, Bébert mena une propagande acharnée : « Oui, ce sera eux ou NOUS, nous ne voulons plus de cette sâle race à nos côtés, je vous propose de sortir. »

Nous nous disions : « Qu'allons-nous devenir, Seigneur ! si tous les Bébert nous quittent » Quand... nous avons vu sortir Bébert comme un seul homme ! La manifestation... confraternelle avait pleinement réussi... NOUS n'était qu'à « qu'UN »...

Pauvre Bébert, il lui manquait un peu d'huile de ricin, car il était plutôt pâle !

R. I. P. Nos sincères condoléances !

DEBOUIT LES MORTS !

C'est le nouveau cri d'alarme de l'« Effort Syndical » qui, paraît-il, est subitement animé de la volonté de donner à notre vie syndicale une impulsion nouvelle et giratoire afin de conquérir le dixième restant de la dernière « Victoire ». Ils vont bander tous leurs « efforts » pour entamer la bataille contre... les membres du comité de l'Association ne parta-

geant pas leur avis. Et comme ils comptent parmi eux des stratèges célèbres dans ce genre de sport, on prévoit que la lutte sera chaude lors du renouvellement prochain... de la partie sortante du comité. Vous n'aviez pas cru sans doute qu'il s'agissait du renouvellement du contrat!...

Les « effortistes », s'ils sont tous comme celui auquel nous faisons allusion, ont des particularités étonnantes!

Voilà qu'on nous signale un de ces spécimens, apôtre du respect et de la tolérance, qui circule dans l'atelier avec deux paires de pinces sur le cœur (si toutefois celui-ci est à gau-

che), ce qui donne l'illusion d'une constellation de médailles sur sa poitrine!

— Il est peut-être décoré de l'Ordre des Pincés, pour services rendus, fit remarquer ironiquement un compagnon.

— Non, répondit l'autre, il rationalise et corrige des deux mains à la fois...

Un « effortiste », qui voulait porter sa montre à réparer, sous prétexte qu'elle marchait à reculons (c'est une infirmité contagieuse), fit part, à un ami, de son intention de la confier à un horloger russe très habile et pas cher.

— Non de dieu! s'exclama son compagnon, ne fais pas ça : il va te la bolcheviser et elle marchera trop vite!

Poubelle Liégeoise

ON DIT QUE...

...Tous les Camarades liégeois respectent scrupuleusement la décision du dernier Congrès, de ne plus faire aucune heure supplémentaire.

...Le trésorier, grand ami du ballon rond, initie sa femme à ce jeu. Nous avons assisté à un match d'entraînement entre les époux sportifs. Au premier time, le professeur marque un sérieux avantage, car il visite deux fois les... filets adverses. Après un tel effort, le jeu ralentit. L'élève voulut être digne de son maître et se dévoua. Malgré tous ses efforts elle succomba, car un coup direct, glissant sur...la latte, marqua un nouveau goal.

Proficiat, « camarades ».

...Le Président de la F. L. L. a un faible pour le billard. Après quelques carambolages il est passé maître dans l'art des séries. Son épouse radieuse nous a affirmé qu'il manie la canne avec un art consommé...

...Qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, mais qu'un rayon de soleil fait pousser de nouvelles feuilles. Je m'en suis aperçu, car, dans ma boîte aux lettres, se trouvait une nouvelle feuille... syndicaliste et d'agrément.

...Pauvre feuille, à peine éclose ne crains-tu pas les giboulées... d'avril?

... Que cette feuille est née sous de mauvais auspices, en effet, sa gestation fut trop longue. Malgré sa naissance un peu tardive, le cercle qui lui a donné le jour, nous affirme sa vitalité. En effet, à peine sorti de l'œuf, il

arrose... de théories politiques ses lecteurs. Il est vrai qu'il est né à Bruxelles, non loin de la rue de l'Etuve et qu'il veut imiter le plus vieux bourgeois de la capitale.

...Pourvu que demain il n'em... pas ses lecteurs. Bah! un « effort » de plus ou de moins.

...Que la section liégeoise étudie elle aussi la création d'un journal de propagande syndicale, d'agrément, d'étude et d'art professionnel.

...Son parrain ne veut pas qu'on lui donne son nom. Alfred B... est trop démodé et trop peu expressif. Il s'appellera le « Taquoir ».

...Que ce projet dort depuis six mois dans les cartons administratifs. Pourvu qu'il n'y moisisse pas... car il serait grand temps de « taquer » certaines consciences. Certains « blancs » montent, trouvent le... papier. Un bon coup de « Taquoir » et tout sera remis en ordre.

Oui, mais gare aux... fines espaces.

...Que tous les membres de la S. T. L. donnent régulièrement et avec largesse à la Caisse d'Infortune.

...Que tous les membres de la S. T. L. ont promis sur l'honneur de se rendre à la prochaine assemblée générale.

...Encore bien des choses...

...Ce sera pour une autre fois.

Père Hoquet.

Les Arts Graphiques, S. C.
Chaussée de Haecht, 201
Schaerbeek